

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINT-PIERRE

ARRETE TVX 0337 PR2026

**PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU
STATIONNEMENT DANS LA RUE DU FOUR A CHAUX
AU CENTRE-VILLE A SAINT-PIERRE**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU les articles L.2131-1, L.2212-2 et suivants, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et suivants, L.2214-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51; R 417, R 417-10, R 417-11 et suivants ;

VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.622-2, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°37/DRASS/SE en date du 07 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage abrogeant l'arrêté préfectoral n° 1969 / DRASS/SE du 10 août 1998 (section 2 articles 10 et 11) ;

VU l'arrêté municipal DRH2026-1739 portant délégation de signature du Maire à Madame Magalie POTHIN Directrice Générale Adjointe des Services ;

VU Le Règlement de la Voirie Communale ;

CONSIDERANT que pour permettre à l'entreprise **BAGELEC REUNION (raison sociale), Siret 443 355 284 00011**, sise au 15, rue Martin Hoareau - Zone Artisanale - 97420 LE PORT d'effectuer des travaux (pose de câbles BTS pour le restaurant Emile), au N°67, rue du Four à Chaux au Centre-Ville à Saint-Pierre, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement, **DU 27 AVRIL 2026 AU 12 JUIN 2026**.

ARRETE

ARTICLE 1/ DU 27 AVRIL 2026 AU 12 JUIN 2026, de 08h30 à 15h30, au N°67, rue du Four à Chaux au Centre-Ville à Saint-Pierre, la chaussée est rétrécie.

ARTICLE 2/ La vitesse est limitée à 30 km/h.



ARTICLE 3/ Un accès aux riverains ainsi qu'aux véhicules de secours est maintenu en permanence.

ARTICLE 4/ Le stationnement est interdit dans les portions suivantes et toute gêne occasionnera la mise en fourrière des véhicules :

- rue Caumont

-côte Est, du poste 5531, jusqu'à l'intersection de la rue du Four à Chaux

- rue du Four à Chaux

-des deux côtés de la voie, du N°67, jusqu'à l'intersection de la rue Caumont selon l'avancement des travaux

ARTICLE 5/ Dans la rue Caumont :

La réfection définitive des places de stationnement doit se faire sur la totalité de la largeur en enrobé **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

La réfection définitive du trottoir doit se faire sur 2 m de large en béton rouge **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

Le marquage au sol doit être refait à l'identique **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

ARTICLE 6/ Dans la rue du Four à Chaux :

La réfection définitive des places de stationnement doit se faire sur la totalité de la largeur en enrobé **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

La réfection définitive de la traversée vers le N°67 doit se faire sur 50 cm de part et d'autre de la tranchée en enrobé **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

La réfection définitive du trottoir devant le N°67 doit se faire sur 1.50 m de largeur en béton **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

ARTICLE 7/ A l'intersection de la rue du Four à Chaux et de la rue Saint-Louis :

La réfection définitive doit se faire sur la totalité de la largeur du passage piéton et le marquage au sol doit être refait à l'identique **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

ARTICLE 8/ La circulation sera interdite **de 20h00 à 05h00** et une déviation sera mise en place par les rues adjacentes.

La réfection définitive du carrefour doit être reprise en totalité **au plus tard le 12 JUIN 2026.**

Le marquage au sol doit être refait à l'identique **au plus tard le 12 JUIN 2026.**



ARTICLE 9/ L'entreprise est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature qu'elle serait susceptible de causer à autrui, à ses biens ou au domaine.

ARTICLE 10/ Le présent arrêté sera dûment affiché dans sa totalité sur les panneaux de signalisation des travaux de début et fin de chantier selon les règles en vigueur.

L'entreprise est tenue de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire en vigueur conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livret 1-huitième partie signalisation temporaire) approuvée le 06 novembre 1992.

ARTICLE 11/ Intervention d'office – Lorsque les travaux ne sont pas conformes aux prescriptions figurant dans l'accord technique préalable et/ou aux règles de l'art, la Direction des Services Techniques intervient pour y remédier après mise en demeure préalable restée sans effet dans un délai de quinze jours.

Cette disposition reste valable, durant l'année qui suit le constat d'achèvement des travaux, sans délai, en cas de péril pour la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 12/ Si un changement survient pendant la période d'occupation du domaine public, l'entreprise est tenue d'en informer la commune dans les plus brefs délais ; faute de quoi, elle reste titulaire de cette autorisation jusqu'à sa limite de validité et par conséquent responsable selon les termes du présent arrêté.

ARTICLE 13/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 14/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

ARTICLE 15/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale et l'entreprise sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 20 AVR. 2026

Le Maire

Pour le Maire et par Délégation
La Directrice Générale Adjointe
des Services

Magalie POTHIN

